INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 11 mai 2022**

* Les indices actions européens ont terminé en nette hausse une séance encore une fois particulièrement volatile. Le CAC 40 a bondi de 2,5% à 6 269,73 points, quand l'Euro Stoxx 50 a progressé de 3,23% à 3 640,65 points. A Wall Street, la tendance est mitigée: vers 17h30, le Dow Jones s'adjuge 0,7% tandis que le Nasdaq perd 0,5%.
* Les places du Vieux Continent évoluaient sur une note positive dans l'attente des chiffres de l'inflation américaine au mois d'avril. Les investisseurs espéraient un ralentissement de la hausse des prix suffisamment marqué pour se dire enfin : " le pic est passé ".
* Las. Certes, l'inflation a décéléré, mais moins qu'attendu. En rythme annuel, elle à 8,3% en avril, contre 8,5% en mars. Le consensus la donnait à 8,1%. Même déception pour l'inflation dite de base qui affiche un gain de 6,2% sur un an. C'est moins qu'en mars (6,5%) mais plus que le consensus (6%).
* Sur les marchés, la réaction a été aussi brutale qu'immédiate. Les indices ont basculé dans le rouge… Avant de rebondir de plus belle.
* Une embellie difficile à justifier en première approche. Peut-être les investisseurs estiment-ils que les marchés ont tellement reculé ces dernières semaines que ce fléchissement de l'inflation, même modeste, est une bonne nouvelle ? Ou bien simplement qu'il ne saurait gâcher la phase de rachat à bon compte initié hier ?
* Samy Chaar, économiste en chef de Lombard Odier estime que pour que l'environnement de marché s'améliore, il faut que l'inflation atteigne un pic décisif et que des signes convaincants montrent que l'inflation est en train de revenir à des niveaux plus acceptables.
* Selon lui, certains signes précurseurs d'un pic semblent se dessiner comme la croissance plus modérée des salaires et la fin de l'accélération de la hausse des prix. " Mais nous ne voyons pas encore de signes de modération des pressions susceptibles de tirer davantage les prix vers le bas. Mis à part les articles liés à la pandémie, tels que les voitures d'occasion et les billets d'avion, les services de base, y compris les loyers, continuent d'augmenter ", commente l'économiste qui pense que la Fed restera agressive.
* La société de gestion continue de tabler sur hausse de 50 points de base du taux directeur en juin, mais d'autres escomptent 75 points de base.
* Sur le marchés des taux, le rendement du 10 américain perd 2 points de base à 2,98%, soit sous le seuil des 3%.
* Le regain d'aversion pour le risque sur les marchés lié aux craintes suscitées par la croissance économique mondiale (notamment en Chine et en Europe) a entraîné le cuivre sous sa moyenne mobile à 200 jours, observe UBS. Dans ce cadre, et après avoir ajusté ses chiffres sur l'offre et la demande, le broker a revu à la baisse ses prévisions de prix du cuivre dans la fourchette 11 500-12 000 dollars la tonne.
* Le taux de chômage mensuel de l'OCDE est tombé à 5,1% en mars 2022, après 5,2% en février. La tendance positive pour l'OCDE se poursuit par un onzième mois consécutif de baisse ou de stabilité du chômage, qui reste inférieur au taux de 5,3 % enregistré en février 2020, juste avant la pandémie. Le taux de chômage était inférieur au taux enregistré avant la pandémie dans deux tiers des pays de l'OCDE en mars, contre seulement la moitié d'entre eux en février.

En outre, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE a continué de baisser, atteignant 34,6 millions, soit 0,9 million de moins qu'avant la pandémie.

* Interrogées durant la deuxième quinzaine d’avril par Bpifrance Le Lab et Rexecode, les TPE et PME françaises font part d’une situation de trésorerie en légère dégradation, mais qui reste globalement favorable, et d’intentions d’investissement qui fléchissent. Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses PME / TPE et accentuées avec la guerre en Ukraine semblent affecter leur trésorerie. Celle-ci s’est détériorée au cours des trois derniers mois et les dirigeants s’attendent à une nouvelle dégradation à court terme.

Près de la moitié des dirigeants de TPE / PME anticipe un impact fort de la guerre en Ukraine sur leur activité, celle-ci exacerbant notamment leurs difficultés d'approvisionnement.

Dans ce contexte, les dirigeants sont plus nombreux qu'au trimestre précédent à anticiper des hausses de prix et de salaires, ainsi qu'une baisse de leur marge nette.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs de croissance ont profité de cette détente. L'Oréal a bondi de 4,8%. A l'opposé, Alstom a cédé 5,16%, pénalisé par des résultats annuels en demi-teinte.
* Saint-Gobain a gagné 1,91% à la bourse de paris, à 52,89 euros par action, alors que des rumeurs de presse ont fait état de pressions de la part de Bluebell Investment pour pousser le groupe à se réorganiser. Selon le Financial Times, qui a eu accès à des échanges épistolaires remontant jusqu'en décembre dernier, le fonds activiste appelle notamment le français à remplacer son président, Pierre-André de Chalendar, PDG du groupe pendant dix ans, par un président indépendant lors de l'assemblée générale des actionnaires de juin.

Pierre-André de Chalendar avait cédé la direction générale de Saint-Gobain l'an passé à Benoit Bazin, tout en continuant d'exercer la Présidence du Conseil d'administration. Mais Bluebell a estimé dans une lettre datant de mi-mars qu'il était "tout à fait la meilleure pratique d'avoir un président indépendant pour une société cotée en bourse sans actionnaire de contrôle".

Le fonds reproche également à Saint-Gobain ses "performances décevantes [...] tant du point de vue de l'exploitation que du rendement total pour les actionnaires", rapporte le FT, le titre ayant perdu 16% depuis le début de l'année. Il l'appelle ainsi, dans des lettres adressées en décembre à Pierre-André de Chalendar et Benoit Bazin, à scinder, introduire en bourse ou à vendre ses activités de distribution et de se concentrer sur son activité principale, les matériaux de construction.

Bluebell estime qu'il y a peu d'avantages concurrentiels à conserver cette activité, qui vend également des produits autres que ceux fabriqués par Saint-Gobain. Or ce dernier a multiplié les opérations stratégiques ces derniers mois, cédant ses activités de distribution spécialisées au Royaume-Uni ou en Pologne, et multipliant les acquisitions et les investissements dans les matériaux, tels que dans le gypse en Afrique ou les isolants en France et en Inde.

"L'industrie des matériaux de construction offre des opportunités significatives étant donné les besoins à long terme de rénovation du parc immobilier en Europe et en Amérique du Nord", ont écrit les partenaires de Bluebell, Marco Taricco et Giuseppe Bivona, dans une lettre datée du 13 décembre et rapporté par le quotidien britannique.

Bluebell, qui s'était déjà fait remarqué en France l'an passé en faisant tombé le PDG de Danone, Emmanuel Faber, ne détiendrait pas plus de 0,5% du capital de Saint-Gobain.

En réponse aux revendications du fonds, le spécialiste des matériaux de construction a déclaré vouloir poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie exposée lors de sa dernière Journée Investisseurs, tout en appréciant les suggestions des investisseurs et en ayant un dialogue constructif avec eux.

* Electronic Arts bondit de près de 13% à Wall Street, à 125,72 dollars par action, dans le sillage de résultats trimestriels meilleurs que prévu. Ainsi, au quatrième trimestre de son exercice fiscal 2022, qui s'est achevé au 31 mars, l'éditeur de jeux vidéo a réalisé un bénéfice de 225 millions de dollars, soit 80 cents par action, contre 76 millions un an plus tôt. c'est largement mieux que le consensus FactSet, qui anticipait pour sa part un bénéfice de 66 cents par action.

Le chiffre d'affaires a quant à lui atteint 1,83 milliard de dollar (+35,6%), ou 1,75 milliard (+17,5%) en données ajustées ("net bookings"), quand les analystes espéraient respectivement 1,78 milliard et 1,77 milliard.

Le groupe californien a ainsi terminé l'année avec un bénéfice de 789 millions de dollars (-5,7%), soit 2,76 dollars par action, et un chiffre d'affaires de 6,99 milliards (+24,2%).

"L'exercice 2022 a été une année record", s'est félicité Andrew Wilson, le directeur général. "Avec des jeux étonnants, construits autour d'une propriété intellectuelle puissante, réalisés par des équipes incroyablement talentueuses, et un engagement exceptionnel dans nos services en direct, l'exercice 2023 devrait être une année d'innovation et de croissance pour Electronic Arts."

Par ailleurs, l'éditeur de jeux vidéo a annoncé la fin de son partenariat avec la FIFA vieux de près de 30 ans, entraînant ainsi un changement de nom de son titre phare. Le prochain opus du célèbre jeu de football, FIFA 23, sera ainsi le dernier à porter le nom de la fédération, le prochain devant être baptisé "EA Sports FC".

"Ce transfert permettra à EA de proposer la plus grande expérience sportive interactive au monde à sa communauté grandissante, en collaboration avec plus de 300 partenaires du monde du football", explique l'éditeur. Le nouveau jeu devrait ainsi compter plus de 19 000 athlètes de 700 équipes, une centaine de stades et plus de 30 ligues dans le monde.

* La séance s’est avérée particulièrement volatile pour Alstom. Si le géant du ferroviaire gagnait jusqu’à 9 % en tout début de matinée, il a finalement abandonné 5,16% à 21,85 euros par action. Le groupe a dévoilé des résultats annuels globalement en ligne avec les attentes, mais ils restent néanmoins dans le rouge. De plus, les investisseurs s’inquiètent toujours des coûts liés à l’intégration du canadien Bombardier Transport, ainsi que de l’avenir de la participation de 20% dans la société russe TMH.

Lors de son exercice 2021-2022 (clos fin mars), Alstom a publié une perte nette ajustée de 173 millions d'euros, contre un bénéfice net de 301 millions d'euros lors de l'exercice précédent. Le spécialiste du ferroviaire est pénalisé par une charge de dépréciation liée à sa participation dans le russe TMH. Avant cette dépréciation, le résultat net ajusté s'est élevé à 268 millions d'euros.

De son côté, le résultat d'exploitation ajusté s'établit à 767 millions (+19% sur un an), soit une marge de 5% (contre 7,3% un an plus tôt).

Pour sa part, le cash flow libre reste dans le rouge à -992 millions d'euros, contre -703 millions d'euros l'an dernier. Il est toujours affecté par les coûts d'intégration plus lourds que prévu du canadien Bombardier Transport. Toutefois, le consensus attendait -1,2 milliard d'euros et le cash flow est redevenu positif lors du second semestre de l'exercice (469 millions d'euros).

Quant au chiffre d'affaires, il a atteint 15,47 milliards d'euros, en hausse de 76 % à données publiées et de 11 % en proforma. Le groupe a décroché des contrats significatifs en Europe mais aussi en Amérique Latine, à Taïwan et en Australie.

Au total, le carnet de commandes se monte à un niveau historique de 81 milliards d'euros, en progression de 9 % à données publiées.

Alstom signale que le contexte économique et politique actuel crée des incertitudes sur ses activités opérationnelles. En particulier, l'inflation va peser dans une certaine mesure sur la rentabilité de l'exercice en cours, et les pénuries de composants électroniques pourraient créer des tensions sur les livraisons.

* Eiffage s'est adjugé une hausse de 1,65% au SBF 120, le titre valant désormais 92,42 euros. Le groupe de BTP a bénéficié de la publication mardi soir d'une activité trimestrielle plus élevée que prévu. La société a en effet réalisé au premier trimestre 2022 un chiffre d'affaires consolidé de près de 4,4 milliards d'euros, en hausse de 10% sur un an (+9,1% périmètre et changes constants), ressortant ainsi 4% au-dessus du consensus.

Dans les Travaux, l'activité a progressé de 7,8% et s'établit à 3,6 milliards d'euros, dont 977 millions (+7,4%) pour la Construction et 1,437 milliard d'euros pour les Infrastructures (+5%). La branche Energie Systèmes (+11,7% à 1,19 milliard d'euros) a affiché la dynamique la plus forte, tirée par les transitions énergétique et digitales et le bon positionnement du groupe sur ses marchés européens.

Dans Les Concession, Eiffage a connu une croissance de 22,1% à 768 millions d'euros. Le chiffre d'affaires consolidé de l'opérateur d'autoroutes APRR, hors construction, représente à lui seul 653 millions, en hausse de 22,9%, avec un trafic global sur le réseau (mesuré en nombre de kilomètres parcourus) qui a progressé de 24,6%.

Enfin, le carnet de commandes des Travaux s'élève à 17,3 milliards d'euros au 31 mars 2022, en hausse de 3 % sur un an (+6% sur 3 mois) et représente 13 mois d'activité des branches Travaux. Eiffage anticipe ainsi une nouvelle progression de ses résultats en 2022, aussi bien dans les Travaux que dans les Concessions.

* Un temps en tête du SBF 120, Elis s'est finalement adjugé une hausse de 1,88% à 14,08 euros après la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel meilleur que prévu. L'activité a en effet connu une croissance de 26,5% à 832,8 millions d'euros, alors que le consensus rapporté par Kepler Chevreux anticipait un chiffre d'affaires de 800 millions d'euros. La société de services d'entretien et d'hygiène a notamment été portée par l'activité en Hôtellerie-Restauration (environ 25% de l'activité pré-Covid), qui ressort en net rebond malgré l'impact négatif du variant Omicron en janvier.

Elis a également précisé avoir bénéficié de la dynamique de prix favorable sur l'ensemble de ses marchés, dans un contexte de forte inflation des coûts, ainsi que du gain de nombreux contrats, notamment pour ses offres en Vêtement professionnel et en Hygiène. Celles-ci "répondent parfaitement aux changements induits par la crise sanitaire chez nos clients (besoins renforcés en matière d'hygiène, de traçabilité et de fiabilité d'approvisionnement)", explique le groupe.

Les six zones géographiques dans lesquelles la société est présente ont toutes affiché une croissance organique à deux chiffres: la croissance organique a été particulièrement forte en France (+30,8%), en Europe du Sud (+52,9%) et au Royaume-Uni & Irlande (+38,5%), zones dans lesquelles la part de l'Hôtellerie-Restauration est la plus élevée.

"Cette bonne performance trimestrielle renforce notre confiance dans l'ensemble des perspectives pour 2022 que nous avons communiquées au mois de mars dernier, lors de l'annonce de nos résultats annuels 2021", a déclaré Xavier Martiré, le Président du directoire d'Elis.

**ANALYSES**

* Ceux qui en doutaient encore vont devoir se rendre à l'évidence. La Banque centrale européenne procédera à sa première hausse de taux depuis 2011 en juillet prochain. L'hypothèse était déjà bien ancrée dans l'esprit des marchés après plusieurs déclarations de banquiers centraux. Mais la confirmation vient, cette fois-ci, de la présidente de la BCE elle-même.

Dans un discours prononcé mercredi matin à Ljubljana, pour les trente ans de la banque centrale slovène, Christine Lagarde a en effet réaffirmé que les achats nets d'obligations dans le cadre de son large programme de soutien à l'économie européenne (Asset purchase programme, ou APP) devaient bien s'arrêter en juin. Et que le premier tour de vis monétaire aurait lieu « quelque temps » après.

Mais la Française a apporté une précision de taille. Cette notion de « quelque temps », que la banque avait toujours refusé de quantifier, « peut ne représenter que quelques semaines ». Les spécialistes de la BCE ont rapidement fait le calcul. La réunion du Conseil des gouverneurs qui actera la fin de l'APP se tiendra le 9 juin. Et la suivante aura lieu le 21 juillet, soit six semaines plus tard.

Plus tôt dans la matinée, le Néerlandais Frank Elderson avait rejoint ses collègues du directoire de la BCE, Luis de Guindos et Isabel Schnabel, dans le camp des juillettistes. Cette dernière a d'ailleurs enfoncé le clou dans un discours mercredi après-midi.

« Il est temps de mettre fin aux mesures qui ont été activées pour lutter contre la faible inflation », a ainsi exhorté Isabel Schnabel, avertissant que le risque de voir s'ancrer la forte inflation devenait plus important. D'où la nécessité d'agir sans tarder. « Si notre engagement [à contenir la hausse des prix, NDLR] devait être remis en question, il deviendrait nettement plus coûteux de ramener l'inflation vers notre objectif », a mis en garde l'Allemande.

Des propos qui font écho à ceux de son compatriote, Joachim Nagel. Le patron de la Bundesbank, qui avait déjà fait part de son inquiétude de voir la fenêtre de tir pour une première hausse des taux se refermer prochainement en cas de dégradation de l'économie, a réitéré son appel à agir.

Interrogé dans la matinale de France Inter mercredi, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a pour sa part déclaré que la BCE « [avait] le devoir d'agir, parce que c'est [sa] mission ». L'inflation en Europe a battu un nouveau record en avril, à 7,5 %. Et même si une grande partie de ses causes sont hors de la portée de la Banque centrale européenne, il est de plus en plus difficile de ne rien faire quand la Fed et la Banque d'Angleterre resserrent leur politique monétaire à marche forcée.

« Les taux d'intérêt vont monter mais très progressivement », a toutefois précisé François Villeroy de Galhau, envisageant un retour de l'inflation vers la cible de 2 % que s'est fixée l'institution de Francfort à un horizon de deux ans.

Christine Lagarde a également insisté sur la progressivité des hausses ultérieures. Une façon de tordre le cou à l'idée d'un relèvement de grande ampleur, à la façon de la Réserve fédérale américaine. La Fed a en effet remonté ses taux directeurs de 50 points de base en mai, soit le double de ses tours de vis habituels. Et elle devrait récidiver lors de ses deux prochaines réunions.

La démarche graduelle prônée par la présidente de la BCE ne semble toutefois pas contradictoire avec une deuxième hausse en septembre, qui ramènerait le taux de dépôt à 0 %. Voire une troisième en décembre, qui le ferait repasser en territoire positif.

**L’AGENDA DU 12 mai 2022**

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Indice des prix à la production en avril